



HAL
open science

À la recherche d'une méthode d'intervention ethnographique

Ariela Epstein, Américo Mariani

► **To cite this version:**

Ariela Epstein, Américo Mariani. À la recherche d'une méthode d'intervention ethnographique. Agencements: Recherches et pratiques sociales en expérimentation, 2019, N° 4 (2), pp.102-122. 10.3917/agen.004.0102 . halshs-04615656

HAL Id: halshs-04615656

<https://shs.hal.science/halshs-04615656v1>

Submitted on 20 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

À la recherche d'une méthode d'intervention ethnographique

Prendre part à l'émergence de la contestation d'un grand projet urbain

Ariela Epstein, Américo Mariani

DANS **AGENCEMENTS** 2019/2 (N° 4), PAGES 102 À 122

ÉDITIONS **ÉDITIONS DU COMMUN**

ISSN 2608-5739

ISBN 9791095630302

DOI 10.3917/agen.004.0102

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-agencements-2019-2-page-102.htm>



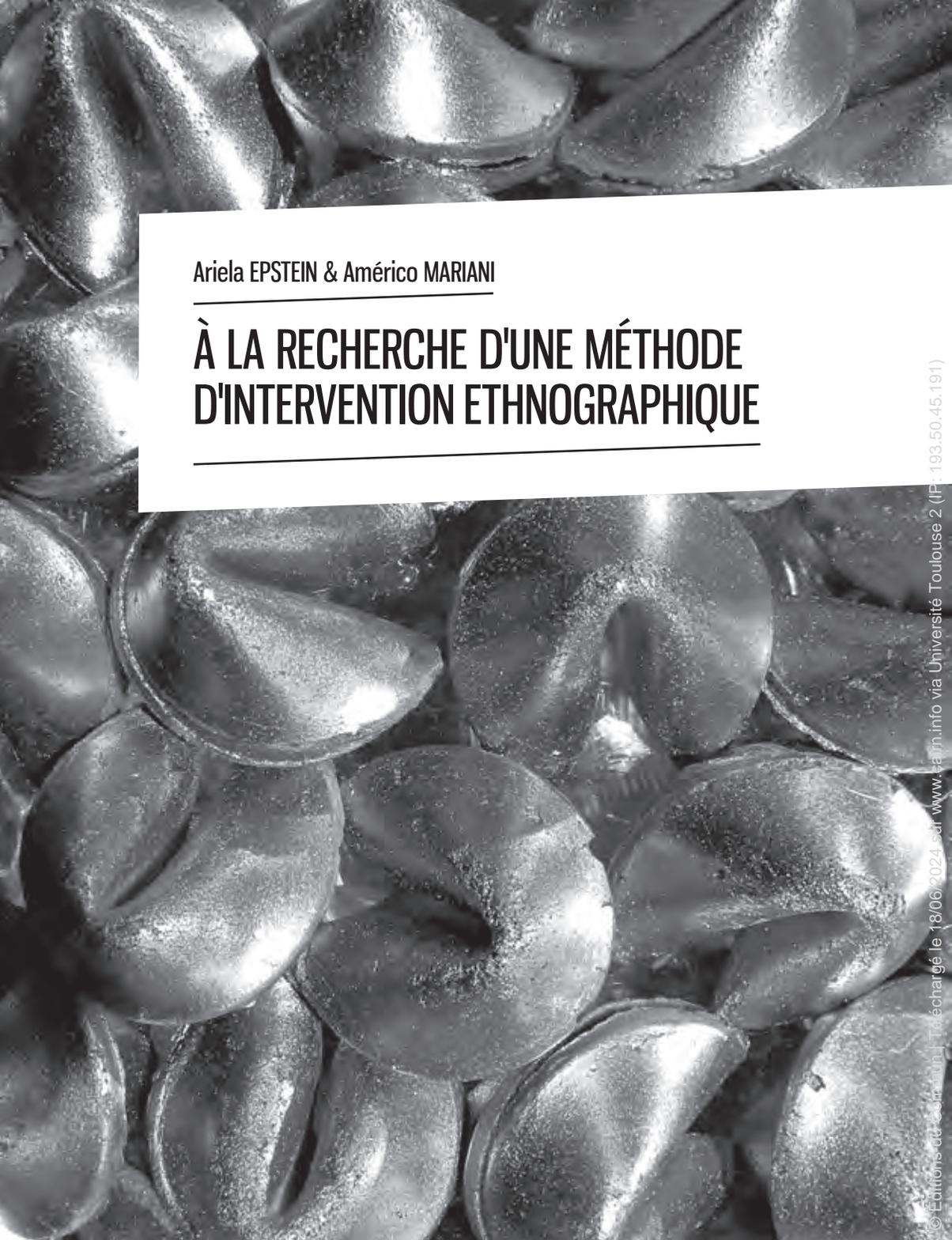
Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions du Commun.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Ariela EPSTEIN & Américo MARIANI

À LA RECHERCHE D'UNE MÉTHODE D'INTERVENTION ETHNOGRAPHIQUE

Ariela EPSTEIN & Américo MARIANI

À LA RECHERCHE D'UNE MÉTHODE D'INTERVENTION ETHNOGRAPHIQUE

PRENDRE PART À L'ÉMERGENCE DE LA CONTESTATION
D'UN GRAND PROJET URBAIN

Américo Mariani (l'ortie-LISST-CERS)¹ et Ariela Epstein (l'ortie-LISST-CAS)¹ sont sociologue et anthropologue, membres du groupe de travail Sciences Sociales et Émancipations et de l'association l'ortie. Il et elle sont aussi producteur et productrice radio. Par des entrées différentes, leur travaux se rejoignent en ce qu'ils interrogent les processus de subjectivation politique dans la production de l'espace.

Introduction

Nous écrivons dans une situation particulière, particulièrement désespérante sur bien des aspects de nos vies, tant comme « chercheur.es » que comme habitant.es des villes : précarisation, marchandisation, atomisation des collectifs, difficulté à avoir part, à avoir prise. Les mots de G. Deleuze nous inspirent quand il énonce qu'il ne sert ni de craindre ni d'espérer, mais de chercher de nouvelles armes [Deleuze, 1990]. C'est dans cet état d'esprit que nous réalisons nos activités de recherche, qui concernent en particulier la question de la production de l'espace [Lefebvre, 1974]. Entre planification et vie quotidienne, représentations et contraintes, *l'habiter* prend forme ; nous voulons, à cet endroit, saisir la question du politique. Percevoir ce qui, en dehors des lieux institués et en deçà des énonciations publiques, participe, dans le quotidien et l'ordinaire, à fonder les liens aux lieux.

L'aménagement du territoire, comme l'urbanisme, concrétise et rend possible des rapports de pouvoir et d'exploitation, structure des emplois du temps, contraint des circulations, maintient à des places et contraint à des usages. Depuis les années 70, cette activité est massivement investie par les pouvoirs politiques et économiques pour faire notamment des villes des « machines à croissance » [Harvey, 2014]. Ce n'est plus l'industrie qui « assaille » la ville, « s'empare du réseau, le remanie selon ses besoins » [Lefebvre, 1968 : 6], pourtant le processus, tout aussi violent, est également difficile à saisir. C'est par une situation concrète que nous interrogeons la production de l'espace, depuis les pratiques et les

1. LISST : Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Société, Territoires (de l'université Toulouse - Jean Jaurès). CAS : Centre d'Anthropologie Sociale. CERS : Centre d'Étude des Rationalités et des Savoirs.

imaginaires des personnes qui y habitent ou qui simplement en ont l'usage, pour appréhender leurs manières de s'y inscrire. Le terme d'inscription désigne ici cette trame complexe de l'activité et des représentations qui participe de la prise sur un territoire – de l'habiter –, de l'agir collectif, de la projection dans le temps, comme projet mais aussi comme mémoire [Biase, 2014].

Alors que nous sommes habitant.es de la ville et que la restructuration néo-libérale touche aussi notre métier de chercheur.e, nous tentons de mettre en place une compréhension de ces processus qui pourraient accompagner l'émergence d'un discours, d'une subjectivation collective. Ce que nous présentons aujourd'hui s'inscrit dans un double processus : celui d'une réflexion épistémologique sur notre travail de chercheur.e, en lien étroit avec nos positions de précaires, et celui d'une confrontation, dans notre réalité quotidienne, avec un grand projet urbain.

Nous commencerons par énoncer notre point de départ, à la fois comme situation particulière dans laquelle nous sommes pris.es, la teneur du projet auquel nous sommes confronté.es et les éléments que nous avons au moment de commencer notre récit. Il s'agit d'une tentative que nous appellerons « intervention ethnographique », à la fois somme d'activités concrètes de recherche et recherche d'un avoir part dans une contestation.

Points de départ

Il nous semble important de commencer par parler de nous : notre point de vue est situé et il impacte notre démarche scientifique et politique à différents niveaux. Nous sommes tout.es les deux des « docteur.es sans postes », des « jeunes chercheur.es », des « postulant.es permanent.es », en somme des précaires de l'Université. C'est dans la pleine conscience de cette position que nous avons entamé une réflexion sur le travail de la recherche en sciences sociales et sur l'Université. Nous avons fondé, en 2015, le Groupe de Travail Sciences Sociales et Émancipations (SSE) [Faya-Robles et *al.*, 2017] qui depuis organise différentes activités : séminaires, ateliers et journées d'études². Nous y avons lu Fanon et Rancière, Freire et Fals Borda. Nous avons échangé sur les questions de recherche-action, d'éducation populaire et plus largement sur la place des intellectuel.les dans les processus d'éman-

2. Plus d'informations sur le blog sse.hypotheses.org

icipation [Epstein et al., 2018]. Avec SSE, nous avons d'abord voulu faire un travail réflexif sur nos propres situations, nos propres incapacités à intervenir sur nos réalités de manière collective. Nous ne voulions pas succomber à l'antienne classique de la nécessité de « sortir de l'Université » comme si, là-bas au-dehors, des personnes attendaient nos compétences et nos avis, forcément pertinents. Nous ressentions la nécessité de poser la question de l'utilité de notre travail, non pas d'un point de vue utilitariste, mais de celui de la transformation sociale. Il était pour nous important, vital, de persévérer dans notre être. De continuer à faire de la recherche sans pour cela attendre que l'on nous en donne l'autorisation à travers une allocation de ressources. Nous avons alors fondé une association, l'ortie, qui sert de véhicule à ce projet. Avec celle-ci et une autre association, « Les voix de traverse »³, nous avons tenté de mettre sur pied un projet de recherche, en 2017 et 2018, pour lequel nous avons obtenu quelques maigres subventions qui nous ont permis d'effectuer les activités qui sont à l'origine de cet article. Le projet dénommé « Raconter Belfort en sons et en images »⁴ se proposait de mener, sur deux ans, une série d'ateliers collaboratifs visant à saisir les transformations de la zone qui entoure la gare SNCF de Toulouse. Il s'agissait pour nous de créer les conditions d'une présence longue sur le terrain et, par des contacts multiples, de participer à la fois d'une prise sur la réalité en train de se faire et de saisir les processus du changement et de subjectivation politique à l'œuvre, au sein d'une ville confrontée à un processus de métropolisation. Pour autant, le travail de compréhension et d'enquête autour de cette zone ne commençait pas là.

Le projet urbain qui nous occupe, « l'objet d'étude », s'est avant tout invité dans notre quotidien. En effet, en 2010, l'un de nous découvre dans le journal de la ville qu'un projet d'envergure cible une grande zone urbaine autour de la gare. Habitant de longue date et aimant sa ville, militant notamment dans des luttes liées au logement et à l'occupation d'espace, sociologue du politique s'intéressant aux subjectivations politiques et aux processus de décisions collectives, il s'attache depuis à documenter le changement urbain dans cette zone [Mariani, 2019]. Ce que nous présentons ici est ainsi une des couches d'un millefeuille de relations avec un objet, d'une enquête au long cours. Celle-ci, commencée en 2012, s'étale sur plusieurs années, en dehors de toute commande, et perdure à ce jour. L'inquiétude séminale de ce travail est provo-

3. L'association Les voix de traverse élabore diverses propositions sonores qui articulent, autour d'un espace vécu, les mémoires passées aux discours contemporains, les perceptions individuelles aux représentations collectives. lesvoixdetraverse.com

4. Le projet portait sur le quartier Belfort à Toulouse, qui jouxte la gare en direction du centre-ville. Il faisait suite, à la fois, à une balade audio réalisée par l'association Les voix de traverse, sur le quartier en 2015, et des discussions entamées lors d'une tentative d'atelier de recherche collaborative de juin 2016. La balade était centrée autour du quartier Belfort, quartier de gare, quartier de prostitution, quartier populaire et quartier en transformation, tout cela à la fois se retrouve dans la balade sonore : lesvoixdetraverse.com/les-balades-sonores

quée par la transformation de l'espace urbain et la difficulté de la saisir, de la vivre, d'y accrocher collectivement du sens : en définitive d'en faire une question politique, un problème public [Gusfield, 2009]. Ce qui se joue dans l'expérience de la transformation de la ville touche à la construction même des personnes, du seul fait que la ville « se présente comme sous-système privilégié parce que capable de refléter, d'exposer les autres sous-systèmes et de se donner pour un "monde", pour une totalité unique, dans l'illusion de l'immédiat et du vécu ». [Lefebvre, 1968 : 63].

Toulouse s'inscrit dans une dynamique dite de *métropolisation*⁵ [Leroy, 2000]. Elle devient une métropole au sens juridique en janvier 2015. La construction d'une entité administrative d'abord, Grand Toulouse (2008) puis Toulouse Métropole, a été accompagnée d'une inflexion notable du discours sur le « projet urbain ». Celui-ci est devenu, depuis la mandature de P. Cohen (2008-2014), plus structuré, plus proche justement de la notion de « projet » qui donne cohérence à un ensemble disparate d'initiatives concernant l'animation, le bâti, la réglementation et le positionnement touristique qui donne « des évidences simples qui rendent le monde interprétable » [Boltanski et Chiapello, 1999 : 154] où les représentations de l'espace investissent l'espace des représentations, pour reprendre les catégories de Lefebvre [1974 : 43].

Dans ce contexte, la zone concernée par le projet Toulouse Euro Sud Ouest (TESO) prend une place toute particulière, du fait de l'ampleur du projet (180 hectares), de sa situation toute proche du centre-ville et des implications métropolitaines de la construction d'un quartier d'affaires. Relevons, entre autres dimensions du projet, que ce sont 300 000 m² de bureaux qui sont planifiés sur 20 ans, une mise en conformité de la gare à un afflux de voyageurs et voyageuses plus important, et une orientation vers l'intermodalité. Cela occasionne la plus importante destruction de bâti intramuros depuis les années 70. Ainsi, ce projet est le symptôme d'une accélération de la transformation urbaine marquée par une logique néo-libérale ainsi que d'un changement qualitatif par l'influence toujours plus grande du référentiel métropolitain. Dans une ville où se multiplient les ZAC⁶ et l'impact de la promotion immobilière dans le diffus [Laumière *et al.*, 2019], tenter de participer à une opposition à ce projet, c'est tenter d'empêcher des destructions d'ampleur et de s'opposer à la logique qui y préside.

5. Ce terme désigne les transformations sur le plan fonctionnel et morphologique des villes. La concentration des fonctions de commandement, des secteurs tertiaires supérieurs (recherche, culture, hautes technologies...) et une compétition pour cette concentration portée par les pouvoirs publics sont les grands traits de ce processus.

6. Zone d'Aménagement Concerté.

Un certain nombre d'éléments ressortent de ces premiers constats et nous servent d'appuis pour construire notre intervention. Dans un premier temps, nous constatons un contraste important entre, d'une part, une intense activité de concertation et d'information depuis 2012 (près de 14 phases d'ateliers spécifiques, des réunions d'information, des affichages et des communications par voie de presse). Et, d'autre part, l'ampleur de l'ignorance sur le projet. En 2016, nous rencontrons deux habitantes⁷ du quartier, propriétaires, enseignante à la retraite et psychologue en exercice. Elles sont friandes de culture et informées. Nous réalisons un long entretien où les deux habitantes disent être totalement ignorantes du projet qui va se dérouler à leur porte. Et c'est encore l'impression qui domine aujourd'hui bien que le projet d'une tour de grande hauteur et l'intensification des travaux autour de la gare aient porté plus de lumière sur ce projet qui, bien que désormais plus connu, reste mal cerné dans sa réalité. Une habitante plus au fait évoquera un état de « sidération » pour décrire le mélange d'ignorance et d'impuissance qu'elle constate dans son voisinage.

« Les marteaux piqueurs, les travaux, c'est hostile, c'est le chaos. On vit au milieu du chaos, les gens passent chaque jour résignés, sans se poser de question, et on subit. Je me rends compte au final que, avant que les personnes se posent, prennent le temps de la réflexion, se disent on ne peut pas accepter ça... Quand il y a une notion d'effondrement aussi brutale, qu'on est dans le chaos... Les gens déconnectés, ne veulent pas voir. Ils sont dans le déni, en se disant "on ne peut pas nous faire autant de mal". Et n'arrivent pas à se mettre dans une action... positive... se mettre en alerte. » [C., habitante à l'issue d'une activité de recherche]

Ainsi, nous faisons l'hypothèse que l'espace du projet demeure un plan d'énonciation inaccessible pour les habitant.es qui se trouvent pris dans un quotidien qui les confronte à une incapacité structurelle de former un discours collectif pouvant lui faire pièce. Plusieurs éléments particulièrement saillants participent de ce phénomène⁸ :

1. La zone concernée par le projet est un territoire très hétérogène à la lisière de plusieurs quartiers, elle ne forme pas un tout bien identifié. Les travaux vont en quelque sorte empiéter le pourtour des voies ferrées (voir carte page suivante) et non pas directement impacter un quartier dans son cœur.

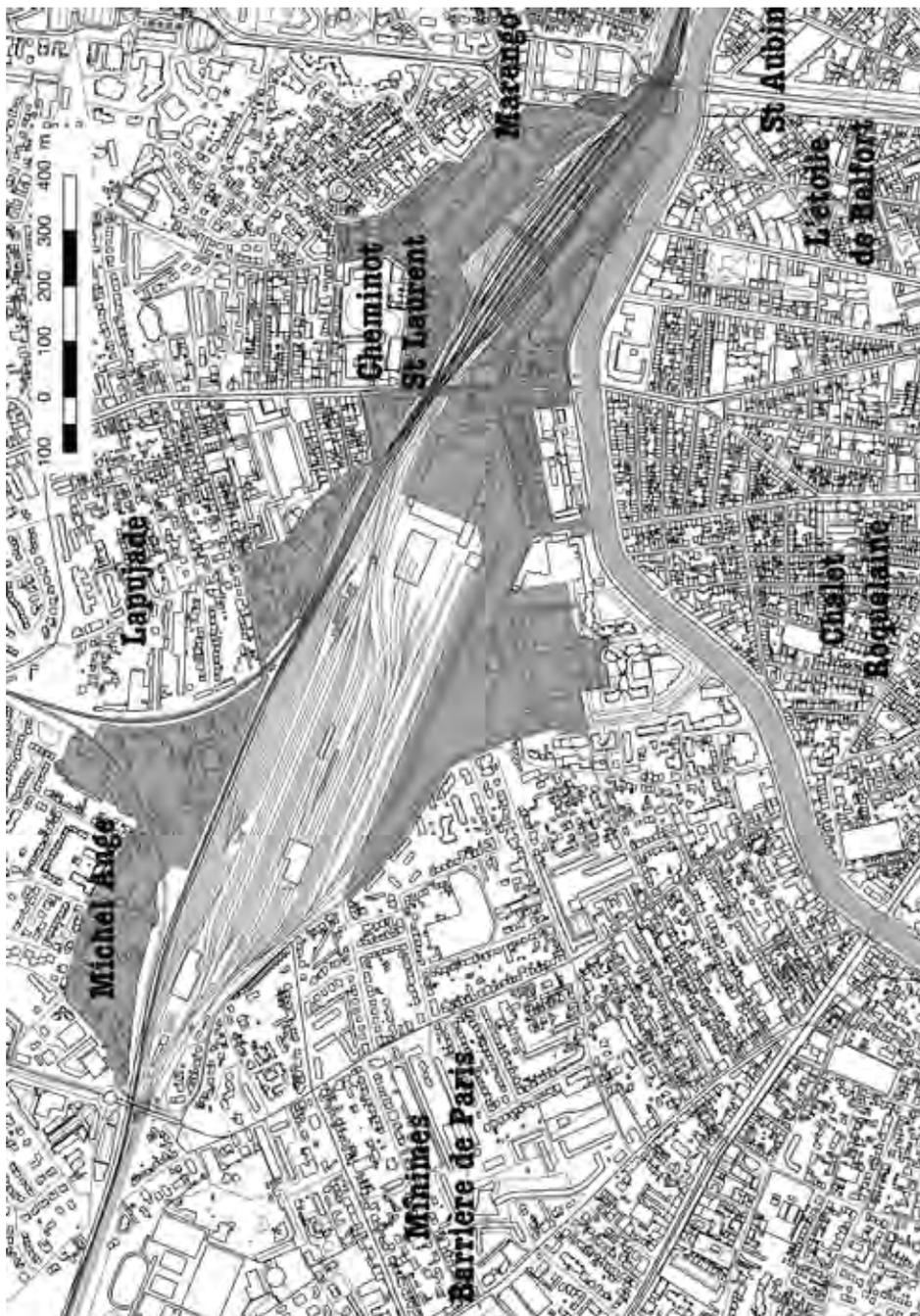
2. La temporalité du projet le rend incommensurable avec la vie quotidienne des habitant.es. Dix ans d'études, couplées à une

7. Dans le cadre d'une première tentative d'ateliers collaboratifs commencée en juin 2016. Relativement informelles et décousues, les activités ont abouti à une présentation radio : canalsud.net/

8. En plus de ce que nous pouvons connaître déjà sur les conditions d'atomisation et de mise à distance de la décision sur nos vies quotidiennes.

intense activité de rachat par l'établissement public foncier local, se sont déroulés dans une certaine confidentialité. Ces dix ans ont profondément marqué des pans importants de la zone qui se trouvent aujourd'hui dans un état d'abandon important. Nous sommes maintenant à l'orée d'un projet qui doit s'étaler sur 20 ans et qui reste pourtant, pour l'instant, proprement insaisissable. Ces deux dimensions sont accentuées par le fait que le projet ne concerne pas une transformation localisée. Ce qui se joue à cet endroit est la projection dans le construit de la ville de la logique métropolitaine. La tour d'Occitanie, la dimension même du quartier d'affaire en prévision, la centralité de la gare, tout cela compose le tableau d'un centre métropolitain voué à jouer la carte de la compétition internationale. Les discours des pouvoirs publics sont marqués par cette projection, le nom même du projet, Toulouse Euro Sud Ouest, ancre le futur promis dans une perspective très à distance des habitant.es des quartiers concernés. La connexion de la ville centre avec une aire urbaine en croissance continue, et l'attraction d'activités tertiaires de haut niveau ont, en effet, peu de chance de raccorder avec la vie locale.

Sur cette carte est indiquée en gris la zone du TESO et sont marqués en noir les différent.es associations et comités de quartier qui ont participé à la « concertation ».



(III. 1) Carte du projet réalisée par nos soins.

L'intervention ethnographique collaborative

9. Nous sommes producteur et productrice radio et Ariela Epstein, dans son travail d'anthropologue, s'intéresse de près à la photographie et au film ethnographique.

Face à ces premiers constats et fort.es d'une connaissance particulière de ce terrain, nous décidons d'y mettre en pratique les réflexions menées au sein du groupe de travail SSE : construire une méthodologie la plus inclusive, collaborative possible, notamment à partir des outils que nous utilisions déjà par ailleurs (l'image et la radio)⁹, et qui soit à même de relever le défi d'une intervention, d'une production de savoirs capables d'accompagner un éventuel mouvement de contestation du projet TESO. C'est l'occasion de tester une proposition jusqu'ici purement théorique : *l'intervention ethnographique*.

La méthode, ethnographique, repose d'abord sur l'immersion dans un contexte social et culturel, l'observation, la participation à la vie locale, des entretiens non directifs et la prise en compte des échanges informels. Il s'agit de partir des personnes qui vivent, s'organisent, se déplacent dans un espace donné, et de construire un regard du dedans. Nous assumons et cherchons à développer une position singulière qui assume l'intervention politique sur l'espace observé :

« L'ethnographe comme subjectivité d'intersection est d'emblée inscrit dans une relation essentiellement politique. D'un côté, si nous nous référons au paradigme foucauldien, on peut dire que, volens nolens, il participe à des rapports de pouvoir et s'y exerce. De l'autre, il produit des effets politiques, en tant que sa présence produit des effets déstabilisants sur le partage du sensible propre au lieu de son investigation. » [Abélès, 2014 : 96]

Nous nous inscrivons dans les pratiques de « l'éducation populaire », ce qui relève d'un choix autant que d'un pari. Le choix de porter une attention particulière aux dynamiques d'échanges et de collaboration, en nous adossant à un *corpus* de pratiques et à une tradition. Nous pensons et pratiquons le processus de recherche comme un espace-temps de pratiques en commun où les modalités de mise en œuvre ont autant d'importance que d'éventuels résultats. En quelque sorte, un pari, à chaque fois renouvelé, que cette intervention puisse avoir de véritables effets de connaissance à différents niveaux, tant pour l'action des personnes direc-

tement concernées que dans des préoccupations plus générales.

Nous avons recours à des dispositifs audio et visuels, en tant qu'ils peuvent être des médias privilégiés dans les rapports d'enquête à différents moments de la recherche : par la facilité d'implication des habitant.es qu'ils permettent, par la production d'un discours pour un destinataire plus large [Buob, 2016], des formes de restitution plus appropriables et des possibilités de *feed-back* [Rouch *et al.*, 2009], d'échanges. L'usage de ces outils participe à faire émerger un questionnement partagé sur le terrain de l'enquête et facilite la circulation de celui-ci dans des modalités autres que l'écrit ou le face-à-face.

Le propos de notre dispositif est de produire des données à partir d'un travail réflexif, mené en commun avec les personnes rencontrées. Il permet d'accéder à ce qui n'est pas préalablement énoncé, ce qui n'est pas immédiatement sensible, non pas depuis une analyse de situation *a posteriori*, mais par une mise en situation, la mise en acte d'un échange. L'enjeu est d'avoir accès aux langages, aux concepts et aux intérêts des participant.es, de favoriser la production de récits détaillés et de se donner l'occasion d'observer le processus d'élaboration collective du sens.

La proposition est ambitieuse et nous sert de boussole. Du fait de notre situation matérielle, elle se déploie malgré tout dans une temporalité hachée, contrainte par le manque de moyens. Nous agissons au coup par coup, sans pouvoir nous y dédier de manière exclusive. Nous élaborons ce dispositif, en théorie et en pratiques, en différentes étapes et dans différentes situations. D'abord, dans le cadre du projet « Raconter Belfort en sons et en images », nous élaborons avec Aurélien Caillaux¹⁰ une série d'activités qui devaient prendre sens par leur répétition et leur inscription dans le temps long. Nous cherchons une manière de parler de la transformation urbaine de ce quartier et, dans le même temps, de donner, aux personnes directement concernées, des moyens de s'en emparer. Devant l'échec des demandes de financement, nous maintenons deux activités de recherche¹¹. Elles ont lieu entre les mois de juin et d'août 2018. Par la suite, en avril 2019, nous décidons de mettre en place une troisième activité de recherche pour tenter de boucler un processus en quelque sorte. Nous présenterons donc ici les trois *activités de recherche* menées dans ce cadre.

Première activité de recherche : un « stage d'ethnographie urbaine », que nous annonçons sur internet et par le biais d'affichage et de tracts dans le quartier¹². Le stage était gratuit et l'appel se présentait comme suit :

10. Participant des voix de traverse, il veut continuer son exploration de la ville qu'il a entamée à travers la balade sonore de Belfort (déjà évoquée) et une autre sur le quartier St Cyprien.

11. Nous nommons « activité de recherche » ces moments programmés dans le cadre de notre intervention pour les distinguer d'une pratique ethnographique que nous pouvons avoir de manière individuelle et sur un temps plus long.

12. « Documenter la ville qui change : Atelier d'ethnographie urbaine. » hypotheses.org/

« Toulouse est transformée en profondeur, pour le meilleur ou pour le pire ? Qui le dira ? L'objectif de ces 4 jours d'ateliers est de se donner des outils pour voir et comprendre : les outils des sciences sociales mais aussi le son et l'image. C'est aussi de construire ensemble du savoir sur nos lieux de vie, d'expérimenter une recherche collaborative, des manières de regarder, d'entendre, de documenter dans un espace précis : la zone qui entoure la gare. Cet espace est promis à de profondes mutations dans un avenir proche, les comprendre c'est aussi commencer à s'en saisir. »

Nous avons limité le nombre d'inscrit.es et nous devons refuser du monde (en fonction de l'ordre d'inscription). Se retrouvent au stage des personnes assez diverses, de 23 à plus de 60 ans, une majorité de femmes : une architecte, une comédienne, une photographe, une productrice radio, un producteur radio, un sondeur au téléphone historien amateur, trois étudiantes, une chômeuse. Toutes n'habitent pas le quartier mais toutes vivent à Toulouse. Cette équipe mixte nous permet de rester sur une focale large non pas seulement centrée sur la catégorie « habitant.es » comme personne hébergée sur place, mais un habiter plus lâche fait de parcours et d'attachements, de pratiques et de représentations.

Notre idée était de mettre les personnes en situation d'observation, de découverte de la zone. Tout en leur amenant un certain nombre de techniques et d'approches, sur un temps court, les placer dans une dynamique de recherche. Nous proposons des séquences d'une demi-journée, lors desquelles nous présentons les outils (carnet de terrain, appareil photo, enregistreur) et un certain nombre de techniques possibles d'observation (déambulations ou parcours prédéfinis, comptage, entretiens, attention flottante, différences de plans, etc.). Les participant.es se dispersent ensuite, seul.es, parfois en binômes, pour une heure d'exploration. Les séances se terminent par un moment de retours et d'échanges. En tours de table, les participant.es donnent leurs impressions sur l'exercice réalisé ainsi que sur ce que cela leur a permis de voir, de questionner. S'en suit un moment de discussion à bâtons rompus. Nous prenons des notes lors de ces échanges, recueillons les photos et les sons réalisés par tou.tes.

Si nous accompagnons les personnes dans une exploration personnelle de la zone, nous leur donnons également des éléments théoriques pour saisir l'espace comme produit social, à travers une présentation de la transformation de Toulouse centrée sur

sa récente « métropolisation ». Cela passe par des exposés oraux : une demi-journée autour d'une « conférence » préparée par Américo Mariani sur l'histoire de Toulouse, et une autre de retour et de synthèse, à mi-parcours, sur des éléments que nous avons relevés. Cette fois il s'agit plutôt d'un court compte-rendu d'une quinzaine de minutes des notes et des réflexions menées par les organisateurs et organisatrice puis d'une discussion collective. Enfin, nous mettons à disposition des cartes, des textes photocopiés sur la ville et l'urbanisme...

En contrebande, nous observons les observateurs et les observatrices. Nous les voyons redécouvrir des lieux connus, changer leur regard, l'approfondir. Nous mettons en relief et en discussion des choses qui nous interpellent. Les manières, par exemple, dont « l'autre » est *exotisé.e* : SDF, précaires, prostitué.es attirent le regard. Ils et elles sont observé.es dans un mélange ambivalent de stigmatisation et de bienveillance. Nous invitons à penser les présences aveugles, celles que l'on considère trop normales pour les mesurer. S'appliquer à détourner le regard des présences dans les rues que l'on remarque parce qu'elles y stagnent, parce qu'elles font une sorte de « contre usage » des espaces, pour interroger ce que l'on voit moins et qui pourtant inscrit dans la ville une série de contraintes et d'obligations. Nous ressentons aussi, dans les discussions qui ont lieu, la tension dans la construction d'un sens commun de « qui doit être » ou « peut être » en ville. Nous touchons du doigt la difficulté de la construction d'une approche collective sur le « bon usage » des lieux. Les participant.es, malgré un regard bienveillant, n'échappent pas à un tri entre ce qui peut être et ce qui ne peut pas être dans l'espace public, ceux et celles qui demeurent invisibles par trop de normalité, ceux et celles que l'on survisibilise pour mieux stigmatiser. Le regard ethnographique permet ici l'apprentissage d'un décalage avec ses propres codes, sa propre « normalité » et la mise en crise des évidences.

Le dernier jour du stage, les moments d'échanges et de bilan sont enthousiastes et chaleureux. Nous décidons de fabriquer une trace à travers des enregistrements, réalisés par petits groupes, synthétisant quelque chose de ce « nouveau » regard sur la zone. Chacun.e à sa manière, avec son implication dans la ville, repart avec de nouvelles pistes pour ses propres explorations. Nous-mêmes percevons cette question de la sidération, déjà évoquée, qui est énoncée par une participante.



(III. 2) Le racontoir installé dans l'espace public en juillet 2018. Photo d'Américo Mariani.

Deuxième activité de recherche : nous avons construit une boîte de la dimension d'un photomaton, un *racontoir*. Une cabine que l'on peut démonter et transporter, aménagée comme l'intérieur d'un vieil appartement avec un banc, des coussins, des tableaux et un micro. Une ambiance cosy pour accueillir des récits. Une boîte pour que les passant.es nous racontent leurs histoires.

Au printemps 2018 nous concevons l'objet en lui-même. Il nous intéresse au-delà du projet sur le quartier Belfort. Étant tou.tes les trois producteurs et productrices de radio, nous l'imaginons pouvant être installé dans différents cadres (recherches, festivals, rencontres associatives...). Le but restant le même : donner la possibilité aux personnes de se raconter, recueillir une parole qui est à la fois intime, mais faite pour être publique. Une fois le stage terminé, nous l'avons installé trois fois dans l'espace public : au pied de la bureaucratie métropolitaine, sur la place de la Légion d'honneur, un espace qui préfigure le futur vertical et moderne du quartier qui doit pousser autour ; dans un jardin public, une tentative peu fructueuse ; et enfin sur la rue Bayard, axe qui relie la gare au centre-ville et qui a connu un processus de « rénovation », dont nous avons suivi le changement ces dernières années. Nous invitons les passant.es à répondre à une série de questions préalablement inscrites sur un tableau fixé à l'intérieur :

Qu'est-ce tu fais dans le quartier ? Comment tu t'y sens ?

Qu'est-ce que la transformation du quartier va changer pour toi ? Comment tu vois le quartier demain ?

Lors de ces journées, nous avons recueilli 26 enregistrements, discuté avec de nombreuses personnes, qu'elles jouent le jeu d'entrer dans la cabine ou pas. En effet, il y a celles et ceux qui entrent et se racontent, il y a tou.tes ceux et celles qui s'approchent, mais qui n'entrent pas. Avec ceux et celles-là, nous échangeons sur le projet urbain, sur leurs ressentis, nous constatons encore une fois l'ignorance et la difficulté à se sentir légitime pour s'exprimer. Et puis, surtout, il y a ceux et celles qui n'approchent même pas et qui pourtant sont souvent nommé.es parce que ce sont des occupant.es permanent.es de la place. Les enfants disent « les bourré.es », les employé.es de la Métropole « des personnes qui n'ont pas lieu d'être »... Jamais vraiment compté.es, jamais vraiment pris.es en compte, toujours dans la catégorie « usages déviants », ils et elles n'apparaissent pas dans les projections des architectes... Pourtant ils et elles seront là, à n'en pas douter. Nous n'avons pas encore trouvé le moyen pour

faire une place à cette présence. Nous n'avons pas encore inscrit, autrement qu'en creux, par défaut, la réalité de ces personnes... C'est à faire, nous le savons.

Ces premières tentatives nous donnent à voir le potentiel et les limites du *racontoir*. Nous comprenons, par exemple, qu'il nécessite un travail d'accompagnement, de médiation, un peu plus intense que celui réalisé. Être plus visible dans l'espace public, avoir une présence plus régulière, avoir des tracts explicatifs à distribuer en amont, ou sur le moment pour interpeller les passants. Le flou sur l'avenir des sons recueillis est aussi un problème lorsque la plupart des gens nous demandent : « ça sera diffusé où, et quand ? » Si nous disions que la parole était collectée pour être rendue publique, nous manquions de précision sur la forme finale.

Le *racontoir* suscite étonnement, curiosité, il est perçu comme une forme d'animation ou de consultation. Personne n'y entre sans avoir discuté un peu avant, sans demander qui nous sommes, ce qu'est cette boîte, si l'utilisation est gratuite, à quoi ça sert... Il y a aussi la position dans laquelle nous nous sommes mis.es, avec notre boîte équipée, en pleine place publique et que l'on pense donc forcément autorisée et donc officielle³ (ce qui n'est pas le cas). Comme les gens nous demandent : « c'est pour quoi ? pour qui ? » et que l'on se dévoile alors comme chercheur.es, se joue là, d'une manière ou d'une autre, quelque chose de l'ordre d'une défiance, qui peut être de l'ordre de l'illégitimité pour ceux et celles qui n'entrent pas ; ou une attente, une position imaginée de pouvoir, pour ceux et celles qui entrent. Dans les enregistrements, on perçoit un destinataire diffus qui ne serait pas un auditeur radio lambda, par exemple, mais les personnes qui *font la ville* [Agiar, 2015]. Les paroles recueillies par le *racontoir* s'adressent à nous et sonnent souvent comme des doléances. Comme si on nous délègueait une parole pour que nous puissions en faire quelque chose, comme si nous étions une courroie de transmission vers les politiques ou les décideurs. En miroir, nous avons le sentiment de nous trouver face à un rapport d'impuissance, de délégation, avec la ville et sa construction. Les enregistrements donnent à penser qu'il est difficile de raconter la ville et le processus qu'elle connaît avec d'autres catégories que celles des aménageurs. On entend parler de déplacement, d'accès au service, de mixité sociale. Il semble difficile de se poser à la fois la question de ce que nous voulons et de ce que nous pouvons, de parler dans et à partir d'une position collective tournée vers le faire. Bien entendu, les personnes sont isolées dans le *racontoir*, mais les références à un

13. Puisque tout ce qui a lieu et place dans l'espace public doit être autorisé, voire est « fomenté », par la puissance publique.

« collectif » sont quasi inexistantes, chacun.e est seul.e et seule la puissance publique peut intervenir, ainsi la demande semble être le principal vecteur de l'expression d'un désir.

Avec le *racontoir*, nous ne cherchons pas seulement à collecter des témoignages. Au-delà de l'analyse que nous pouvons en produire, les sons sont surtout destinés à être écoutés, à être des supports de discussions, de débats. Ceux-ci, ceux produits lors du stage, et quelques autres, ont alors été mis en forme et ont donné lieu à un document audio¹⁴ et nous ont aussi permis de mettre en place une série d'écoutes.

Troisième activité de recherche : deux séances d'écoute et de discussion dans des espaces bien connus et identifiés de la zone concernée par le projet et connaissant une forte activité culturelle. Nous savions depuis le départ que nous souhaitions faire circuler ces paroles autrement que par la radio. Une fois terminé le projet de recherche sur le quartier Belfort, c'est-à-dire une fois les financements épuisés, nous avions le sentiment que notre dispositif d'intervention était incomplet. Nous décidons donc de réaliser ces séances pour avoir des retours sur notre démarche, pour la rendre visible et continuer à la construire.

Nous avons fait le choix de laisser aux lieux qui nous accueillent le soin de faire la diffusion dans leurs réseaux respectifs, nous cherchons à nous insérer dans des sociations¹⁵ déjà là. Le premier, un café associatif ouvert depuis peu, le second une pizzeria implantée de longue date dans l'un des quartiers. Nous commençons toujours de la même façon : un extrait sonore d'une dizaine de minutes issu de la captation pirate d'un responsable du projet parlant sans filtre devant un parterre de chef.fes d'entreprises. Les mots sont brutaux, le ton ironique et l'ensemble des informations du TESO sont données¹⁶. Nous allons ensuite dérouler sans commentaire, mais en laissant place à l'échange entre chaque extrait, des éléments recueillis dans le cadre du *racontoir*. Nous tentons d'intervenir au minimum, de laisser la parole circuler. Nous ne voulons pas nous placer en expert.es, en commentateur.es de la parole mais plutôt en facilitateur.es de sa circulation. Dans les deux cas, nous réunissons une dizaine de personnes, l'écoute est attentive et la discussion se met en place facilement entre chaque extrait sonore. Pour autant les publics sont différents.

Dans le premier lieu, une « commission quartier »¹⁷ va suivre notre présentation, nous nous retrouvons ainsi avec une proposition d'action collective portée par le lieu où nous nous trouvons. Les personnes présentes s'informent aussi entre elles, évoquent

14. « Intervention ethnographique #1 TESO. » hypothèses.org/880, produite et diffusée dans le cadre de l'émission *Brasero* sur la radio canalsud à Toulouse.

15. Nous désignons par là des endroits qui donnent lieu à des échanges plus ou moins ritualisés, plus ou moins codifiés, qui sans être institutionnalisés sous la forme d'association n'en sont pourtant pas moins des nœuds du faire ensemble, de la vie en commun.

16. C'est aussi l'introduction de l'émission de radio.

17. Animée par des membres de l'association qui gère le café, elle a pour but d'intervenir dans le quartier et s'empare notamment (mais pas seulement) de la question du projet dont une partie importante doit prendre place en face de l'établissement.

des souvenirs, partagent un ressenti sur le quartier. On reste cependant dans une expression de la vie quotidienne, du vécu et de la pratique du quartier, qui semble déconnectée avec un langage de « projet ». Dans le second lieu, nous trouvons des personnes liées à des associations et des habitant.es, les premier.es connaissent très bien le dossier pour participer de longue date à la « concertation », les second.es sont visiblement à l'aise avec le langage de l'urbanisme. Nous sommes ici dans une expression technique, marquée par des termes de la conception. Dans les deux lieux, pour des raisons diverses, dans des modalités différentes, le rejet du projet domine et les paroles que nous diffusons sont parfois plus un prétexte à une discussion qu'un support. L'envie d'échanger, de discuter, de se projeter dans ce qui va arriver, dans une analyse collective, est sensible. Cette dernière étape, réalisée au printemps 2019, n'est pas encore totalement analysée. Nous retenons dans l'immédiat que nous avons eu une difficulté à formuler et partager des hypothèses de recherche. Si nous sommes globalement satisfait.es de notre rôle dans le déroulement, il nous reste à résoudre la façon dont nous pouvons amener, partager, des éléments d'analyse aux personnes présentes pour enrichir la discussion à partir de notre travail.

Ces différentes activités de recherche auraient gagné à être réalisées de manière plus intense. Leur dispersion dans le temps réduit l'effet escompté de production d'un espace d'interlocution sur la base des préoccupations de recherches. Pourtant elles nous permettent de nous rendre visibles, un petit réseau de personnes nous identifie et nous les retrouvons d'une activité à l'autre. Nous fabriquons une trace et des éléments d'analyse qui sont à dispositions et participons, a minima, de la remise en question du projet.

Conclusion

Depuis la découverte du projet (2010) et nos premières observations (2016), de l'eau a coulé sous les ponts. De fait, la situation n'est plus tout à fait la même, notamment du point de vue de la mobilisation. L'année 2018 a vu émerger d'une part des tentatives de coordination de différentes contestations sur des projets urbains dans la métropole¹⁸, et d'autre part l'apparition du TESO/Tour d'Occitanie comme controverse¹⁹. La perspective des élections municipales prochaines n'est pas étrangère à ces émergences. Le projet rentre aujourd'hui dans une phase plus concrète. Une enquête en utilité publique a eu lieu en mars-avril 2019, validant une étape importante et ouvrant la possibilité aux expropriations, à la mise en place d'une ZAC et au dépôt du permis de construire de la tour, et la gare est en travaux.

Ainsi, si la contestation était inexistante au début de l'enquête et si le projet passait inaperçu aux yeux de beaucoup, la situation n'est plus la même. Les travaux sont de plus en plus visibles et nous voyons affleurer progressivement une certaine contestation. Plus exactement, nous la voyons sourdre des discussions et s'afficher sur les murs par l'intermédiaire de banderoles, d'affiches et de graffitis. Comme chercheur.es nous pouvons dire qu'elle est bien plus présente que ce que donnerait à voir une approche par l'« espace public » légitime. Nous constatons que celui-ci, celui de la presse locale, des institutions, des associations de quartier et de la « concertation », ne permet pas de donner lieu et place à des élaborations collectives par les personnes concernées. « L'acceptation » fait lit sur l'atomisation sociale autant que de la disjonction entre espace de « concertation » et vie quotidienne. Il y a un hiatus profond entre ce qui s'entend et se voit au ras de la rue et ce que l'on peut constater dans la « sphère publique ». Cela nous semble valider une tentative d'intervention pour participer à l'émergence d'un espace de dialogue et d'élaboration collective.

Nous ne pouvons pas mesurer à proprement parler un impact de nos *activités de recherche* sur et dans cette émergence. Nous participons modestement de la réflexion générale par un apport de connaissances, par des moments spécifiques de discussion réflexive et par la mise en circulation de paroles et de réflexions. Un travail discret et impliqué pour mettre en crise les évidences de

18. Divers collectifs ou associations impliqués contre des projets se sont associés dans le but de faire pièce à un projet de communication intitulé Toulouse 2030. Cette initiative a donné lieu à quelques réunions, une conférence de presse et projeté un événement d'ampleur à l'été.

19. La tour d'Occitanie, incluse dans le projet en 2016, suscite de la contestation et rejailit sur le projet du TESO sans toutefois entamer complètement la relative acceptation que la « concertation » a réussi à fomentier dans le débat public.



(III. 3.) Graffiti anti-TESO dans une des rues destinées à être rasées. Photo d'Américo Mariani (avril 2019).

l'urbanisme et de la métropolisation, en participant de la mise en lien et de la mise en sens, dans la ville, de l'expérience subalterne. Tout l'effort méthodologique se porte sur cette ambition de participer à la construction de discours collectifs qui ne soient pas séparés, ne produisent pas une extériorité – un discours sur. Pourtant cette « intervention » reste à l'état d'ébauche. Si l'un de nous continue d'être présent sur la zone par différents engagements, il est difficile de réaliser des activités de recherche de manière suffisamment dense et suivie. Cette expérience nous a permis de dessiner les traits d'une « intervention ethnographique collaborative » qui serait une suite d'*activités de recherche* permettant de relever le pari d'une recherche impliquée et impliquante. Une recherche impliquant ceux et celles qui y prennent part et impliquée dans la transformation du monde. Si toute recherche est un apprentissage, nous pourrions détourner les paroles de Paolo Freire en disant que le but de la recherche n'est plus seulement d'apprendre quelque chose, mais de rechercher avec les personnes concernées, les moyens de transformer le monde dans lequel nous vivons.

Bibliographie

Abèlès Marc, 2014, *Penser au-delà de l'État*, Paris, Belin, Éd. de la Maison des sciences de l'homme.

Agier Michel, 2015, *Anthropologie de la ville*, Paris, PUF.

Biase Alessia de, 2014, *Hériter de la ville : pour une anthropologie de la transformation urbaine*, Paris, Éd. Donner lieu.

Boltanski Luc et Chiapello Eve, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Buob Baptiste, 2016, « Ce que la caméra peut faire (dire) aux techniques : la médiation cinématographique et le destinataire (trouble) du geste », *Images du travail, travail des images*, n° 3.

Deleuze Gilles, 1990, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *L'autre journal*, n° 1.

Epstein Ariela, Faya-Robles Alfonsina et Mariani Américo, 2018, *Penser le rôle des intellectuel.les dans les processus d'émancipation*, Toulouse, Éd. l'ortie.

Faya-Robles Alfonsina, Epstein Ariela et Mariani Américo, 2017, « Produire un espace habitable à l'Université », in Jean-François Marcel et Dominique Broussal (dir.), *Émancipation et recherche en éducation. Conditions de la rencontre entre science et militance*, Vulaines-sur-Seine, Éd. du Croquant : 149-168.

Gusfield Joseph R., 2009, *La culture des problèmes publics : l'alcool au volant*, Paris, Economica.

Harvey David, 2014, « Vers la ville entrepreneuriale. Mutation du capitalisme et transformation de la gouvernance urbaine », in Cécile Gintrac et Matthieu Giroud (dir.), *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, les Prairies ordinaires : 95-131.

Laumière Florence, Sibertin-Blanc Mariette et Siino Corinne, 2019, « La densification standardisée au risque de la faible urbanité - Dynamiques toulousaines », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 113.

Lefebvre Henri, 1968, *Le Droit à la ville*, Paris, Éd. Anthropos.

———, 1974, *La production de l'espace*, Paris, Éd. Anthropos.

Leroy Stéphane, 2000, « Sémantique de la métropolisation », *L'espace géographique*, n° 1 : 78-86.

Mariani Américo, 2019, « Dans le brouillard du projet urbain », *espacestems.net*

Rouch Jean, Morin Edgar et Pault Marc-Henri, 2009, *Jean Rouch : cinéma et anthropologie*, Paris, Cahiers du Cinéma.